



Théorie du déséquilibre, chômage et profit Julien Delarue

« On voit par conséquent l'énorme platitude des économistes qui, ne pouvant plus évacuer par leurs raisonnements le phénomène de la surproduction et des crises, se satisfont en affirmant que dans ces formes existe la possibilité que des crises surviennent, que c'est donc un hasard si elles ne se produisent pas et que, par conséquent, leur éclatement lui-même apparaît comme un simple hasard. » K. MARX [27]

Le prix Nobel a été attribué cette année à un économiste dont l'ouvrage fondamental [6] exclut la notion même de chômage au moment où, en France, le nombre de chômeurs venait de décoller de la crête des deux millions.

Est-ce à dire que la théorie économique académique n'ait pas à connaître de cette réalité palpable que chacun de nous peut côtoyer ? Certes non. Les prix Nobel de demain préparent aujourd'hui les dépassements théoriques permettant d'englober la théorie du chômage et en la personne de Malinvaud, la science économique française peut espérer se trouver nommée de nouveau. Car le directeur de l'INSEE consacre tous ses travaux au problème du chômage [22][23][24].

Ses contributions s'inscrivent dans un courant dit du déséquilibre dont le projet est de développer une théorie économique faisant l'économie des postulats les plus restrictifs de la construction walrasienne [4]. Il existe donc actuellement une conjonction intéressante entre une réalité économique et sociale facilement observable – le chômage issu de la crise – et un projet de reformulation de pans importants de la théorie économique. Cet article voudrait brièvement présenter ces débats en s'orientant autour de deux questions. Dans quelle mesure et à quel prix la théorie du déséquilibre permet-elle de dépasser les différents courants de l'économie académique en les unifiant au sein d'une théorie générale ? Cet approfondissement est-il opératoire ? Permet-il de mieux comprendre la nature du chômage contemporain et débouche-t-il sur une formulation plus assurée des propositions de politique économique ?

Cet examen est rendu difficile parce que la théorie du déséquilibre fonctionne à un double niveau : elle cherche à la fois à dépasser un certain nombre de limitations théoriques et à restituer la complexité de la situation concrète et plus particulièrement du chômage. Cet article ne se développera donc pas linéairement mais procédera par va-et-vient entre la théorie du déséquilibre, sa genèse dans le champ théorique et le problème économique majeur que constitue pour elle le chômage.

Walras : le ver était dans le fruit

Toute l'école du déséquilibre se situe par rapport à l'équilibre économique général. Il est donc naturel de commencer par une citation de Walras condensant sa conception de l'économie pure : « *L'économie politique pure* est essentiellement la théorie de la détermination des prix sous un régime hypothétique de la libre concurrence [...]. Supposons d'abord un marché où se vendent et s'achètent, autrement dit où s'échangent, seulement des objets de consommation et des services consommables, *la vente du service* se faisant par la *location du capital*. Des *prix* ou des rapports d'échange de tous ces objets ou services en l'un d'entre eux pris pour *numéraire*, étant criés au hasard, chaque échangeur *offre*, à ces prix des objets ou services dont il estime avoir relativement trop et *demande* des objets ou services dont il estime n'avoir relativement pas assez pour sa consommation durant une certaine période de temps. Ces quantités effectivement demandées et offertes de chaque objet étant ainsi déterminées, on fait la *hausse* du prix de ceux dont la demande excède l'offre et la *baisse* du prix de ceux dont l'offre excède la demande. Aux nouveaux prix ainsi créés chaque échangeur offre et demande des questions nouvelles. Et l'on fait encore la hausse ou la baisse des prix jusqu'à ce que la demande et l'offre de chaque objet ou service soient égales. Alors, les prix sont *prix courants d'équilibre*, et l'échange s'effectue. » [32]

L'approfondissement de ce scénario walrasien a suscité le développement d'une branche nouvelle des mathématiques connue sous le nom de microéconomie qui – si l'on prend pour critère la perfection formelle – culmine avec l'œuvre du prix Nobel Debreu.

Cette « analyse axiomatique de l'équilibre économique » a fait apparaître toute une série de problèmes tenant essentiellement à deux dimensions de cette construction : le capital et le temps. On peut en effet partir de cette question simple : qu'est-ce qui se passe une fois que l'économie a atteint son équilibre ? Les agents ont échangé les produits résultant soit de ressources initiales, soit de la mise en œuvre des services producteurs, en fonction des préférences individuelles et l'économie atteint un optimum. Et ensuite ? Comment se reproduit cette société ? Une première réponse, parfaitement formelle, est obtenue en introduisant la notion d'équilibre intertemporel, proposée par exemple dans les leçons de microéconomie de Malinvaud [21]. Ce tour de passe-passe consiste à rajouter une dimension au problème, autrement dit un jeu d'indices supplémentaires : l'équilibre se réalise sur un ensemble de T périodes. Mais on voit bien ce qu'il y a d'artificiel dans ce traitement du temps : tout son déroulement est condensé à l'origine : « Tous les contrats sont déterminés au début des temps et il n'y a aucune incitation à rouvrir les marchés à une date ultérieure. Cette interprétation conduit donc à un modèle essentiellement atemporel. » [12]

Le seul traitement réel du problème nécessite l'introduction de biens capitaux ; les ressources initiales d'une période résultent alors de l'activité de production de la période précédente et une réelle histoire est possible, l'équilibre d'échange pur ne pouvant déboucher que sur l'éternité de l'optimum réalisé. C'est d'ailleurs l'approche de Walras lui-même : « J'appelle capital fixe ou capital en général tout bien durable, toute espèce de la richesse sociale qui ne se consomme qu'à la longue, toute utilité limitée en quantité qui survit au premier usage qu'on en fait, en un mot, qui sert plus d'une fois. » [32]

Le problème est donc de traiter ces biens capitaux dans le cadre d'une théorie de l'équilibre. On est alors amené à distinguer avec Walras le capital fixe existant au début d'une période d'une part, les capitaux neufs d'autre part. Comment unifier leur détermination ? Voici comment Walras entend résoudre le problème : « Nous résoudrons la seconde difficulté relative au délai nécessaire pour la production des capitaux neufs comme nous avons fait pour les produits, en supposant cette production instantanée. Ainsi l'équilibre de la capitalisation s'établira d'abord *en principe*. Il s'établira ensuite *effectivement* par la livraison réciproque des épargnes à amasser et des capitaux neufs à livrer *pendant la période de temps considérée, sans changement dans les données du problème* pendant cette période. L'état économique reste statique quoiqu'il devienne progressif en vertu de cette circonstance que les capitaux neufs ne fonctionnent que dans une période subséquente à celle considérée. » (idem)

L'introuvable temps de l'accumulation

Ce passage fait apparaître une incohérence fondamentale dans la théorie de l'équilibre, lorsqu'il s'agit de traiter l'investissement ; de deux choses l'une en effet : ou bien tout le processus de production est instantané y compris la production des capitaux neufs comme le propose Walras. Mais dans ce cas les conditions initiales sont instantanément modifiées et les capitaux neufs peuvent fonctionner immédiatement. L'accumulation étant instantanée, la succession des périodes subséquentes se trouve condensée dans la période considérée. Ou bien ce n'est pas le cas : il existe un temps particulier de l'accumulation (et par conséquent de la production) qui vient profondément perturber la construction walrasienne : les données initiales sont elles-mêmes modifiées en cours de production et le processus de tâtonnement ne peut être décrit comme le fait Walras.

Cette difficulté se manifeste également dans la détermination des prix et des quantités relatives des biens-capitaux neufs. On retrouve sous une autre forme le même dilemme quant au traitement du temps : « Soit on peut supposer que la période de temps pour atteindre l'équilibre est suffisante pour que toutes les quantités, excepté celle des biens-capitaux, se conforment aux conditions d'équilibre de l'échange et de la production [...]. Par conséquent, les données changeront au cours du processus qui mène à l'équilibre et le système des prix en équilibre ne sera pas celui qui est déterminé par la théorie. Soit nous n'accordons pas, pour atteindre l'équilibre, une période de temps suffisante pour que les quantités relatives des différentes sortes de biens-capitaux changent, et alors les autres quantités ne pourront pas non plus se conformer aux conditions d'équilibre : dans ce cas, puisqu'il n'y aura pas équilibre, le système des prix dans l'économie pourra être quelconque et nous n'aurons aucun moyen pour déterminer ce qu'il sera ». [9]

Une échappatoire possible est suggérée par Garegnani dans son ouvrage écrit en 1960. Si l'on veut rester dans le cadre d'une théorie de la productivité, « on devra concevoir le "capital" comme une grandeur unique qui peut prendre indifféremment la forme d'un quelconque type de bien-capital – tel un fluide qui peut librement passer d'un récipient à l'autre ». Au fluide, Samuelson [31] a préféré la fameuse confiture, mais s'est manifestement inspiré de son élève du MIT (voir la note 7 de son article). La réponse célèbre de Garegnani [10] constituera alors un moment fort dans la critique de la théorie marginaliste de la répartition.

Il y a donc une incompatibilité fondamentale entre le temps spécifique de l'équilibre et la prise en compte de l'accumulation capitaliste, ce que Walras reconnaît honnêtement dans la quatrième édition des *Éléments* : « Dans une société, comme celle que nous avons supposée, établissant son équilibre économique *ab ovo*, l'égalité des taux des revenus nets n'existerait probablement pas. »

Si la théorie de l'équilibre ne peut en effet rendre compte de la formation d'un taux de profit unifié, elle n'est pas adéquate à l'étude du mode de production capitaliste. « Il n'est donc pas étonnant qu'ayant admis l'hypothèse de prévision parfaite, Walras (ainsi que le groupe dominant au sein des théoriciens modernes de l'équilibre) n'ait pu expliquer les profits des entrepreneurs, alors qu'il a pu développer une théorie dynamique qui étudie la suite des équilibres temporaires » [28] bien que ce soit pour d'autres raisons que le dit Morishima. Cette contradiction est incontournable. Mais ce n'est pas à elle que s'attaquent les théoriciens du déséquilibre : ils adoptent un autre angle d'attaque qui renvoie à la critique keynésienne des (néo-) classiques.

Les fondements de la théorie du déséquilibre

Le point de départ se trouve dans la critique adressée par Keynes à la théorie classique de l'emploi. Celle-ci repose sur deux postulats. Le premier porte sur l'égalité entre salaire et produit Marginal et le second sur l'égalité entre utilité du salaire et désutilité marginale de l'emploi :

« La désutilité doit s'entendre ici comme englobant les raisons de toute nature qui peuvent décider un homme ou un groupe d'hommes à refuser leur travail plutôt que d'accepter un salaire qui aurait pour eux une utilité inférieure à un certain minimum » [18]. Autrement dit, le chômage ne saurait être que volontaire, résultant d'un calcul d'utilité des individus ; les postulats classiques excluent le chômage « involontaire » et ils impliquent qu'à chaque instant « un individu peut trouver du travail en acceptant un abaissement de salaire nominal que ses compagnons refusent ». Keynes construit sa théorie sur un refus de ce second postulat. A partir de cette critique, diverses retombées étaient possibles.

L'économie académique a réagi par absorption et appauvrissement ; c'est la version Hicks-Hansen que l'on retrouve à longueur de manuels. L'école post-keynésienne, au contraire, approfondira la critique du capitalisme en centrant l'analyse sur son instabilité fondamentale. Enfin, l'école du déséquilibre représente une extension-rationalisation de l'approche keynésienne.

L'inspiration provient sans doute de cette proposition de Keynes lui-même : « Nous avons successivement fait reposer la théorie classique sur les hypothèses : 1. - que le salaire réel est égal à la désutilité marginale de l'emploi existant ; 2. - qu'il n'existe rien de pareil au chômage involontaire au sens strict du mot ; 3. - que l'offre crée sa propre demande en ce sens que pour tous les volumes de production et de l'emploi le prix de la demande globale est égal au prix de l'offre globale. Or, ces trois hypothèses sont équivalentes en ce sens qu'elles sont simultanément vraies ou fausses, chacune d'elles découlant logiquement des deux autres. » [18].

C'est Clower [5] qui a le premier cherché à étendre la possibilité de déséquilibre sur le marché de l'emploi en montrant qu'une telle généralisation est nécessaire à la cohérence logique de la théorie générale : Keynes utilisait implicitement une théorie plus générale consistant à distinguer les fonctions de demande notionnelle et les fonctions de demande effective, ce que Clower appelle hypothèse de la décision en deux temps (*dual décision*). Ce point peut être explicité comme suit : dans la théorie néoclassique pure, chaque agent détermine simultanément son offre de travail et sa demande de biens. Ces fonctions de demande théoriques ou notionnelles ne dépendent donc que des prix des biens et du salaire. En introduisant le revenu dans la fonction de consommation, Keynes indique clairement que le comportement individuel fonctionne en deux temps : d'abord la détermination de l'offre de travail qui fixe le revenu, puis, en fonction de ce revenu, l'expression de demande de biens.

C'est ce que Malinvaud exprime avec sa charmante naïveté : « Lorsqu'il forme sa demande pour un bien particulier, un individu au chômage n'oublie pas qu'il est sans emploi » [22], ou mieux encore : « Quand le chômage classique prévaut, les individus en chômage sont probablement

conscients du rationnement auquel ils seraient confrontés sur le marché des biens s'ils désiraient acheter trop » [22]. Heureux individus en chômage keynésien qui peuvent acheter autant qu'ils veulent, et pauvre science économique pour qui de telles vulgarités prennent rang d'innovations théoriques !

Une seconde idée est importante : c'est que le déséquilibre du marché de l'emploi se transmet par ce biais aux autres marchés (effet de *spillover* pour être à la mode) où ne se manifestent, à revenu donné, que des demandes effectives. Et c'est vrai que l'on retrouve le principe de Walras remis en cause comme le suggérait Keynes dans le passage cité plus haut (« l'offre crée sa propre demande ») : « L'hypothèse de décision en deux temps implique effectivement que la loi de Walras, bien que valide comme d'habitude lorsqu'il s'agit des demandes notionnelles, n'est en général vérifiée que dans des situations de plein emploi. Contrairement aux enseignements de la théorie traditionnelle, l'apparition d'un excès de demande quelque part dans l'économie fait défaut. » [5]

La démarche est donc guidée par cette question : si le chômage révèle un déséquilibre sur le marché du travail, que se passe-t-il sur les autres marchés ? On peut également renverser la problématique : ce qui est possible sur un marché l'est aussi sur le marché des biens : dans ces conditions, un excès d'offre de produits peut être le fait initiateur qui provoque le chômage. Cette présentation proposée par Patinkin [30] conduit à une extension de la théorie puisque le chômage involontaire peut naître même dans le cas de flexibilité du salaire réel.

Barro et Grossman [3] reprennent ces développements, à partir d'une considération plus empirique. D'un point de vue traditionnel, emploi et salaires réels devraient être liés négativement. Or, les études statistiques font apparaître une absence de liaison sinon une liaison positive. Le recours à l'approche du déséquilibre permet de rendre compte de ce phénomène de la manière suivante :

« Une baisse dans la demande et dans la production conduit à une baisse de l'emploi avec l'apparition d'un excédent d'offre de travail. Dans la mesure où les salaires réels baissent en raison de cet excédent d'offre, une baisse des salaires réels accompagne la baisse de l'emploi. Si des mesures sont prises pour restaurer la demande effective de marchandises, un excès de demande de travail (ou au moins un moindre excès d'offre) s'ensuivra. Dans ce cas, un taux de salaire réel croissant peut accompagner le rétablissement de la production et de l'emploi. Donc, l'analyse de déséquilibre du marché du travail suggère que les salaires réels peuvent varier en phase avec la production (*procyclically*) » [3]. Cette déconstruction pièce par pièce de l'édifice walrasien débouche logiquement sur une reformulation clairement axiomatisée d'une théorie générale du déséquilibre. L'article de Benassy [4] constitue la référence centrale.

Le meurtre du commissaire-priseur

Benassy commence par condenser les critiques précédentes en une thèse générale : l'équilibre walrasien ne saurait représenter correctement une économie monétaire décentralisée. Dans un tel cas, il n'y a pas de « commissaire-priseur » centralisant les offres et demandes et les échanges ne se font pas bien contre bien, mais bien contre monnaie. Contrairement à l'économie de troc, le passage obligé par la monnaie fait que l'on ne peut postuler « la double coïncidence des besoins » et en l'absence du commissaire-priseur il peut y avoir de « mauvais moyens d'échange », les agents passant des contrats qui ne sont pas réalisables parce que ne constituant pas une avancée vers la réalisation de l'équilibre. Le point décisif est donc le suivant : chez Walras, les échanges effectifs ont lieu une fois atteint l'équilibre (autrement dit le plein emploi) :

« Après les tâtonnements préliminaires faits sur bons, l'équilibre une fois établi en principe, la livraison des services commencera immédiatement et continuera d'une façon déterminée pendant la période de temps considérée. Le paiement de ces services, évalués en numéraire, se fera en monnaie à des termes déterminés. » [32]

Cette conception apparaît doublement contradictoire : une fois l'équilibre « établi en principe » sur bons, à quoi sert la monnaie ? L'allusion à des « termes déterminés » est également contradictoire avec l'hypothèse d'une production instantanée soulignée plus haut. Après l'introduction de la monnaie, le second coin enfoncé dans la construction de la théorie walrasienne est l'élimination du commissaire-priseur, censé assurer la convergence des prix vers les prix d'équilibre :

« Le fonctionnement est tout à fait différent : un prix est annoncé, reste fixé pendant une certaine période, et des transactions ont lieu à ce prix même si l'équilibre n'est pas réalisé. Le prix pourra éventuellement changer lorsque le marché réouvrira. » [4]

On doit donc parler d' « équilibres à prix fixes » ou d' « équilibres temporaires » introduisant un schéma à double détente comprenant deux dimensions du temps. Il y a le « temps instantané » où se forment les offres et demandes effectives qui dépendent non plus seulement des prix mais des contraintes quantitatives perçues, et il y a le « temps de convergence vers l'équilibre » pendant lequel s'opèrent les ajustements de prix. Mais ces deux temps n'étant pas condensés comme chez Walras, en un seul, il n'y a aucune garantie d'obtention de l'équilibre à court terme.

Quoi de neuf sous le soleil ?

On peut faire ici une pause pour se demander ce qu'il y a de nouveau dans les propositions de l'école du déséquilibre. Une citation de J. Mill rapportée par Marx montre que la problématique de l'équilibre général n'est en effet pas neuve :

« Il ne peut jamais y avoir manque d'acheteurs pour toutes les marchandises. Quiconque met une marchandise en vente veut recevoir une marchandise en échange, et il est donc acheteur par le simple fait qu'il est vendeur. Acheteurs et vendeurs de toutes les marchandises pris ensemble doivent donc, par une nécessité métaphysique s'équilibrer. Si donc il se trouve plus de vendeurs que d'acheteurs pour une marchandise, il faut qu'il y ait plus d'acheteurs que de vendeurs. » [29]

Or les éléments de critique avancés par la théorie du déséquilibre sont pour l'essentiel présents chez Marx, ce que Benassy reconnaît. Le lien avec la monnaie est en particulier clairement établi sans le chapitre 17 des *Théories de la plus-value* consacré à la théorie de l'accumulation de Ricardo. Citons par exemple :

« Sous sa première forme la crise est la métamorphose de la marchandise elle-même, la disjonction de l'achat et de la vente. Sous sa seconde forme, la crise est la fonction de l'argent comme moyen de paiement, où l'argent figure dans deux moments séparés dans le temps, dans deux fonctions différentes. » [27]

Le fait que ces problèmes économiques soulevés par la théorie du déséquilibre aient déjà été abordés sous des angles comparables par Mill, Ricardo, Stuart Mill, Say, Sismondi, Malthus et Marx est difficilement contestable. Qu'y a-t-il de neuf dans les innovations contemporaines ? Walras s'était posé lui-même la question quant à son propre travail. Et après avoir cité les *Éléments du droit naturel* de Burlamaqui et l'enseignement de Genovesi (mais on pourrait citer aussi Galiani ou Condillac) ainsi qu'un ouvrage de son père, Walras indique une réponse :

« On ne pouvait tirer un meilleur parti qu'il ne l'a fait dans cet ouvrage des ressources de la logique ordinaire; et il fallait, pour aller un peu plus loin, user, comme je l'ai fait, des procédés de l'analyse mathématique. » [32]

C'est bien là le projet poursuivi par une branche au moins de l'école du déséquilibre qui cherche à élargir l'axiomatique de Debreu pour proposer une métathéorie englobant à la fois Walras et Keynes. Tout un courant d'économistes mathématiciens se consacre actuellement à forger les concepts propres à mener à bien cette entreprise ; or, ce programme de travail est posé en termes assez largement biaisés.

Refondation ou démembrement ?

D'un certain point de vue, celui de la logique formelle, l'existence d'un chômage massif et persistant ne saurait pas remettre en cause la théorie microéconomique purement axiomatisée à la Debreu. Il indique simplement la distance entre cette construction analytique et la réalité économique, et cette distance n'est pas qualitativement plus grande aujourd'hui qu'en 1930, 1950 ou 1960. Il faut donc introduire un critère supplémentaire qui est la nécessité de réaliser un minimum d'adéquation au réel. A propos de Debreu, Grandmont note avec pertinence que son succès « a fait apparaître simultanément de manière plus éclatante son inadéquation du réel [...]». Des efforts systématiques ont été faits par les théoriciens de l'équilibre général afin de combler ce fossé et, ce qui est plus important, de se rapprocher du réel. » [12]

Autrement dit, notre thèse est qu'il faut récuser tout rapprochement de la théorie du déséquilibre avec l'entreprise menée par Bourbaki pour unifier les mathématiques dans une formulation globale impliquant un degré supérieur d'abstraction. Les économistes néo-classiques sont coutumiers (notamment Malinvaud [21]) d'une légèreté méthodologique tendant à assimiler leur « science » et son évolution aux sciences physiques, sinon aux mathématiques. Or, la théorie du déséquilibre n'est pas le point culminant, la synthèse rendue possible par un développement linéaire de la théorie, c'est, au contraire, sur des plans différents : une rupture, une régression, et un déplacement.

Rupture, parce que l'on renonce à la cohérence formelle de l'équilibre. Déplacement, sinon diversion, parce que la réflexion est déportée vers des architectures mathématiques complexes, alors qu'il devrait s'agir plutôt de mesurer toutes les implications de l'abandon de l'équilibre économique général. Régression, enfin, dans la mesure où des problèmes économiques sont posés en termes de combinatoire formaliste :

« Du point de vue de sa capacité à transformer peu à peu une "expérience intellectuelle" (pour reprendre le terme de Kornaï) en une théorie scientifique – autrement dit, en un ensemble de théorèmes en relation directe avec des phénomènes observables – le développement de l'économie théorique a suivi un processus de régression continue, et non de progrès. » [17]

Cette appréciation portée par Kaldor sur la théorie de l'équilibre économique général s'applique encore mieux aux tentatives de fuite en avant vers de nouvelles recherches axiomatiques. Et dans cette démarche, comme l'indique également Kaldor, même la mobilisation de matériaux empiriques n'est conçue que pour « illustrer » ou « décorer » la théorie. Avant donc de chercher à fabriquer des axiomes plus puissants, il vaudrait mieux creuser les implications de la théorie du déséquilibre. On peut encore citer Kaldor qui énumère les propositions liées à l'équilibre économique général :

« Il est généralement considéré comme acquis par la grande majorité des économistes académiques que l'économie est toujours proche d'un état d'"équilibre" ; que cet équilibre, et donc l'état approximatif du monde, fournit les biens et services au degré maximum compatible avec les ressources disponibles ; que chaque type de "ressource" est utilisé pleinement et efficacement ; que le salaire de chaque type et qualité de travail est une mesure de leur contribution unitaire nette au produit total ; que le taux de profit reflète l'avantage net de la substitution du capital au travail, etc. » [17]

Toutes ces propositions sont remises en cause, et si l'on en tire toutes les conséquences, la théorie du déséquilibre constitue alors une critique tout à fait radicale de l'économie marchande décentralisée. Dans cette analyse, deux points sont fondamentaux :

a) *L'économie en déséquilibre est sous-optimale* : « Des échanges physiquement possibles et avantageux pour tous restent donc non réalisés. Il y a clairement là un problème informationnel lié au fait que l'échange monétaire, dissociant les achats des ventes, ne permet pas de transmettre les contreparties réellement désirées dans chaque échange. » [4]

b) *Cette sous-optimalité trouve son fondement dans la nature marchande de l'économie et donc dans l'absence de socialisation des choix individuels* : la nouvelle théorie « admet que les unités économiques peuvent faire des erreurs de prévision. Elle prend donc en compte un phénomène de "déséquilibre" qui paraît important, à savoir que les plans des différents agents à une date donnée peuvent être incompatibles. » [12] C'est admettre ce que d'aucuns appellent l'anarchie capitaliste et reconnaître, sinon l'inéluctabilité, au moins la possibilité des crises.

Mais ces concessions sont peut-être le prix à payer pour avancer une théorie du chômage rendant compte de la réalité qui ne saurait se laisser enfermer dans la notion de désutilité. C'est cette contribution de la théorie du déséquilibre qu'il faut maintenant évaluer.

Réexaminons la théorie du chômage

Dans son premier ouvrage sur le chômage, Malinvaud [22] synthétise différents éléments et raisonne dans un cadre d'équilibre de prix fixes avec rationnement. Il en déduit alors la typologie suivante dans le cas simple où existent deux marchés, celui des biens et celui du travail.

« Quand les offres sont rationnées sur les deux marchés, il y a sous-emploi et les entreprises ne produisent pas autant qu'elles le voudraient, par insuffisance de la demande effective. C'est le cas keynésien.

« Quand la main-d'œuvre n'est pas complètement employée, mais que les firmes vendent toute la production qu'elles souhaitent réaliser, on peut parler de sous-emploi classique.

« Enfin, quand la demande excède l'offre sur tous les marchés il y a une pression inflationniste, mais l'inflation est en quelque sorte contenue du fait des rigidités "de prix de courte période".»

Cette dernière configuration laisse apparaître l'absurdité de cette construction classificatrice : si les prix sont fixes, on ne voit pas comment on pourrait arriver à une distribution de revenus conduisant à une demande globale supérieure à l'offre ; c'est un non-sens qui résulte des hypothèses et c'est Malinvaud qui, en les posant, « contient l'inflation ». Mais, au reste, ce cas n'est rappelé que pour mémoire. L'important, c'est cette distinction entre chômage classique et chômage keynésien. A quoi sert-elle ?

Si l'on regarde de près, c'est une reformulation du débat entre keynésiens et monétaristes. La manière de sortir du chômage n'est pas la même selon sa nature. Dans le cas du chômage keynésien, l'augmentation des dépenses publiques (politique budgétaire) a un effet de relance, et il en va de même pour une augmentation des salaires nominaux : ce qui manque, c'est de la demande et, pour satisfaire cette demande supplémentaire -, on embauchera. Le contrôle général des prix et des salaires, lui aussi, « a pour résultat d'augmenter la production, à cause d'un effet d'encaisses réelles ». [22]

En revanche, dans la situation de chômage classique, ces mesures ne sont pas efficaces parce que c'est alors une possibilité de production rentable qui fait défaut. En augmentant les salaires nominaux, on dégrade la rentabilité, et on s'éloigne encore plus de l'équilibre concurrentiel : c'est le contraire qu'il faut faire. Ainsi, dans le modèle de Malinvaud, l'augmentation des dépenses publiques fait baisser le chômage, selon un mécanisme exposé de manière assez sidérante :

« Le rationnement sur le marché des biens s'intensifie et la consommation des individus diminue [...]. Ces derniers choisissent d'avoir plus de loisirs [22]. »

La vulgarité essentielle du débat n'est donc pas modifiée sur le fond et l'on ne dépasse pas le dialogue de sourds imaginé par Mandel :

« – Puisqu'il y a mévente, donc surabondance de marchandises, il faut immédiatement augmenter les salaires pour résorber les stocks invendables et réamorcer la pompe. Sinon, on ne sortira pas de la crise.

Malheureux, vous vous égarez ! La crise, c'est avant tout la réduction des investissements (et de l'emploi) par suite de la chute des profits. Si vous augmentez les salaires en ce moment précis du cycle, vous allez réduire davantage encore les profits, donc les investissements, donc l'emploi. Il faut au contraire réduire les salaires dans l'immédiat. De ce fait, les chefs d'entreprise verront leurs profits augmenter, procéderont à de nouveaux investissements, embaucheront du nouveau personnel, ce qui relancera la conjoncture [...]

– A-t-on jamais vu des patrons investir pour produire encore plus de marchandises invendables ? En réduisant les salaires, vous aggravez la crise au lieu de la surmonter, etc. » [26]

On est en droit de se demander où est la valeur ajoutée de la théorie. Première réponse : son formalisme la rend plus difficile d'accès et tout le monde n'a pas la ténacité de sir John Hicks, déchiffrant un papier de Malinvaud et Younes et déclarant qu' « avec la nouvelle économie mathématique, il devait s'y reprendre à plusieurs fois avant de voir ce que cela voulait dire. Et qu'alors il se surprenait souvent à s'exclamer : "Bon Dieu mais c'est bien sûr !" » (notre libre traduction d'après [13]). Ce n'est pas qu'une boutade : dans le champ des économistes distingués le fait de se référer à des travaux inaccessibles au profane permet d'affirmer une réelle autorité dans les temps troublés que nous vivons. Le spectre de la politique keynésienne appliquée à un chômage classique hante les conseillers du prince. Voilà au moins une fonction remplie par la théorie du déséquilibre : reconstituer le pouvoir de l'économiste. Il y a la prétention « bourbakiste » sur laquelle nous reviendrons. Reste alors une autre dimension qui est le couplage de la théorie du déséquilibre avec l'utilisation de techniques économétriques permettant l'identification des régimes.

L'ABC de l'économétrie du déséquilibre

On utilisera essentiellement la présentation de Maddala et Nelson [20], Pair et Jaffee [8] ainsi que Laffont et Montfort [19]. Sur un marché en équilibre se manifestent une offre S et une demande D dépendant de variables explicatives spécifiques X , et Y , et de termes aléatoires u , et v , :

$$D_t = aX_t + u_t$$

$$S_t = bY_t + v_t$$

La quantité observée sur le marché est dans le cas le plus simple égale au « côté court » (mais on peut imaginer des figures plus compliquées). On a donc :

$$Q_t = \min (D_t, S_t)$$

Ce qu'on connaît statistiquement, c'est Q_t , quantité effective, X_t et Y_t , variables explicatives. Mais on n'observe pas D_t ni S_t qui sont des grandeurs notionnelles. D'habitude, en économétrie on travaille sur une relation de la forme :

$$Q_t = aX_t + u_t$$

ou

$$Q_t = bY_t + v_t$$

mais pas les deux à la fois. Et dans ce cas, la variable expliquée est observée. Il se présente donc ici un problème d'identification qui va être résolu selon une méthode statistique. Comme ce qui compte ici, c'est la position relative de D et S , on va raisonner sur la probabilité que D soit inférieur à S . Compte tenu des équations du modèle, cette probabilité peut s'écrire :

$$\begin{aligned} \text{Proba } (D_t < S_t) &= \text{Proba } (aX_t + u_t < bY_t + v_t) \\ &= \text{Proba } (u_t - v_t < bY_t - aX_t) \end{aligned}$$

On fait ici l'hypothèse que u_t et v_t sont des variables aléatoires suivant une loi normale d'espérance nulle et d'écart type respectivement égaux à d et s . Leur différence $u_t - v_t$ suit également une loi normale d'espérance nulle et d'écart type q vérifiant $q^2 = d^2 + s^2$. Bref, la loi de probabilité de $u - v$ est connue.

Ces hypothèses sur les résidus étant faites, on peut calculer la probabilité d'avoir obtenu les valeurs Q observées à partir des variables explicatives, et cette probabilité dépend des paramètres a , b , s et d . La méthode statistique utilisée est appelée maximum de vraisemblance : l'idée est de chercher les valeurs des paramètres a , b , s et d qui correspondent à la probabilité maximale d'avoir obtenu l'échantillon d'observations sur lequel on travaille.

D'un simple point de vue statistique, cette méthode soulève d'assez importantes difficultés. Pour commencer, il n'est pas assuré que le modèle converge : intuitivement on sent bien en effet que si les deux schémas explicatifs sont franchement médiocres on augmentera la plausibilité de l'échantillon en augmentant les écarts types des résidus, sans que ce processus atteigne forcément une limite. Divers procédés, plus ou moins présentables, permettent d'éviter cette funeste « zone de Quandt » lors des tests pratiques, parmi lesquels l'introduction de coûts d'ajustement semble particulièrement efficace [2].

Enfin, la force de la méthode vient du fait qu'elle fournit non seulement les paramètres mais aussi la probabilité d'avoir été dans tel ou tel régime, à chaque point du temps. Cette probabilité est un sous-produit de l'exercice : elle se calcule à partir des valeurs estimées des paramètres. On peut donc produire des énoncés de la forme : « En 1980, il y a 80 chances sur 100 pour que le chômage ait été keynésien. »

Sur le plan de la technique statistique, tout cela a un sens et est tout aussi légitime que l'économétrie plus traditionnelle. Sur un plan plus économique, cette procédure met en lumière toute une série de problèmes qui s'opposent à la confection d'un modèle général et dynamique :

a) L'offre et la demande sont-elles indépendantes ? En particulier, peut-on renverser la problématique des modèles keynésiens où la demande fixe, aux stocks près, la production, pour postuler cette fois encore une offre totalement indépendante des quantités, autrement dit d'une demande anticipée ? C'est bien ce que suppose l'équilibre à prix fixes : entre chaque période, les prix vont pouvoir varier en fonction des écarts offre-demande et ce sont donc leurs variations qui incorporent la mémoire des périodes passées. Mais n'a-t-on pas alors abandonné l'hypothèse d'un équilibre concurrentiel avec ajustement par les prix pour un modèle tout aussi contraignant d'ajustement brutal sur le côté court des quantités ? Et comment interviennent les stocks dans ce cas ?

b) Les résultats sont-ils stables où très dépendants des aléas statistiques, des formulations retenues ? Si les travaux présentent en général l'estimation de la variance des coefficients calculée comme son produit de la procédure, on n'a pas réalisé de tests de sensibilité : un gros résidu mal disposé ne risque-t-il pas de tordre toute la chaîne des résultats ? Cette question se pose d'autant plus que les résultats diffèrent assez sensiblement. En comparant par exemple Artus-Laroque et Michel [2] et Artus [1] on constate une convergence de pronostic sur la périodisation suivante pour la France :

– entre la récession de 1974 et environ 1977, le régime dominant est keynésien en ce sens que c'est la demande qui détermine le niveau de production. Le chômage qui se développe alors est lui aussi qualifié de keynésien ;

– depuis 1979, on passe en régime d'offre où les productions sont alors limitées par l'insuffisance de la rentabilité. Le chômage est donc classique.

Mais les appréciations divergent sur la période 1968-1974 (qui est une période de montée lente, mais réelle du chômage) et sur la tendance récente.

Il faut cependant ajouter que cette périodisation se trouve à peu près correspondre avec d'autres indicateurs de déséquilibre, comme par exemple le taux d'utilisation des capacités. Enfin, il est clair que l'on retrouve également la coloration des politiques économiques menées, plutôt keynésiennes après la récession de 1974-1975 et progressivement de plus en plus « classiques ».

c) Les résultats restent extrêmement globaux et tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut raisonner sur des marchés plus étroitement délimités : même à l'intérieur d'une branche peuvent par exemple cohabiter des entreprises à régimes différents. Mais on se heurte assez rapidement à des difficultés provenant de l'application de la méthode à un grand nombre de marchés. Ainsi la fameuse contrainte extérieure exige l'introduction d'un marché des exportations ainsi que d'une règle de « rationnement » entre importations et production nationale. De même, la contrainte financière serait oubliée si n'était décrit le marché du crédit. Mais à mesure que l'on réalise ces adjonctions nécessaires, on rend les procédures d'estimation extrêmement complexes : pour rester fidèle à l'une des idées de base du modèle de déséquilibre il faudrait estimer simultanément et en une seule fois l'ensemble des équations, en rendant maximale la vraisemblance de l'économie par rapport aux paramètres à estimer : projet un peu « mégalo » ! Par ailleurs, chaque progrès dans le niveau de détail du modèle multiplie le nombre de régimes et d'états de l'économie : l'information apportée par l'estimation de probabilités tend rapidement vers zéro.

Quelle est la loi d'apparition des régimes ?

Ces objections à l'applicabilité de la théorie du déséquilibre sont en pratique tout à fait décisives, mais ne sont pas cependant pertinentes à un niveau plus théorique : on peut toujours renvoyer à d'hypothétiques progrès dans les formulations – et dans les logiciels informatiques – permettant d'y répondre au moins en partie. Ce n'est pas la lacune principale du « programme de travail » du déséquilibre. Celle-ci est à chercher dans l'absence absolue de réponse à cette question simple : qu'est-ce qui fait que l'on est dans tel ou tel régime ? ou sous une forme encore plus exigeante : qu'est-ce qui fait passer de l'un à l'autre ?

Sans même parler d'éventuels modèles avec lesquels il serait impossible de réaliser variantes et projections, la restitution d'une période étudiée dans le passé doit être complétée d'une dimension explicative supplémentaire. Dire que le chômage était plutôt keynésien entre 1974 et 1977 puis qu'il est devenu progressivement classique ensuite, c'est une démarche qui confond le fait de nommer les phénomènes avec les schémas théoriques. Le chômage est devenu classique parce que mes résidus ont changé de côté, voilà une forme moderne de la tautologie.

Il faut poser avec insistance cette question à la théorie de l'équilibre à prix fixes puisqu'au départ celle-ci a été conçue pour expliquer comment on passe d'équilibres temporaires en équilibres temporaires. Dans le cas où la réponse proposée ne serait pas satisfaisante, cette construction ne serait pas une réelle alternative à l'équilibre général. Or, de réponse, il n'y en pas.

Malinvaud [22] est bien conscient de la difficulté : « Une véritable théorie du chômage devrait donc reposer sur une spécification complète et correcte du comportement dynamique de l'économie. Mais il faut bien reconnaître qu'une telle spécification est pour le moment hors de notre portée. »

Partant du point de vue selon lequel le sous-emploi est « généralement keynésien et non pas classique », il propose une argumentation semi-modélisée tendant à montrer « que la constellation prix/salaire qui est compatible avec l'équilibre à long terme rend peu plausible le sous-emploi classique [...] que les perturbations de courte période qui se produisent dans la demande autonome sont susceptibles de générer des équilibres à court terme du type keynésien ou du type inflation contenue, mais rarement des équilibres du type classique ». [22]

Sa méthode qui combine modèle algébrique ad hoc et pétitions de principes (« il est tout à fait clair que la première source de perturbations est, beaucoup plus souvent que la seconde, significative ») propose une démonstration peu convaincante qui s'est d'ailleurs attirée une acerbe critique de la part de Kahn [17 bis].

Mais c'est dans son ouvrage plus récent [24] que Malinvaud traite ce problème en prenant comme point de départ « le fait que l'accumulation du capital et la répartition du revenu doivent se trouver au centre de toute tentative destinée à expliquer les évolutions à moyen terme. Cela est bien sûr particulièrement vrai lorsque l'on veut éclaircir le rôle de la profitabilité [24].

A la recherche de la dynamique, Malinvaud rencontre l'accumulation et, au bout du compte, l'impact du taux de profit sur l'investissement. Cela constitue une avancée par rapport à son premier livre sur le chômage où il était décrété qu'une théorie « qui se donne comme objectif d'expliquer la détermination à court terme du chômage doit considérer que l'équipement des entreprises est donné » [22]. C'est reconnaître que la distinction équilibre à court terme/équilibre à long terme ne trouve plus à s'insérer dans une théorie du déséquilibre fondée sur une opposition ajustement par les quantités/ajustement par les prix.

Malinvaud signale alors le problème d'une indiscernabilité économétrique particulièrement marquée dans le cas de l'investissement que nous avons signalée dans un précédent article [7]. Imaginons en effet une baisse du salaire réel : si le profit intervient dans la détermination de l'investissement, il agit positivement sur ce dernier, de manière à compenser éventuellement la baisse de demande anticipée. Seul ce dernier effet jouera dans le cas contraire accentué éventuellement d'une baisse de la substitution capital-travail. Les effets sur l'emploi sont tout aussi ambigus.

Or Malinvaud fait remarquer que jusqu'à l'époque récente le rôle de la profitabilité sur l'investissement « avait été complètement négligé par les économètres, bien qu'il soit souvent cité par les non-économistes, qu'il s'agisse des hommes d'affaires, des spécialistes de la gestion des entreprises, des historiens ou même du grand public » [23]. Un tel état des choses dont Malinvaud ne donne que de biens courtes explications (la profitabilité est un « concept de déséquilibre » qui est de plus « difficile à faire figurer parmi les grandeurs que les statistiques évaluent ») est assez stupéfiant : jusqu'à présent, même le grand public aurait compris, mieux que les économistes, l'influence du profit sur l'investissement ! Et aujourd'hui, on n'est pas plus avancé, reconnaît Malinvaud qui conclut ainsi son article :

« Mesurer comment la profitabilité affecte l'investissement serait essentiel pour savoir comment la politique des salaires et les "profits d'aujourd'hui" réagiront sur "l'emploi d'après-demain". Mais je ne peux pas donner de procédé aisé pour cette mesure. » [23]

La théorie du déséquilibre ; deux modes d'emploi

Dans les circonvolutions un peu complexes de son développement, on peut, à l'issue de ce rapide tour d'horizon, distinguer deux grandes tendances : d'un côté, un projet de refondation microéconomique de la macroéconomie, de l'autre la volonté plus récente de déboucher sur une appréhension concrète de la crise. Malinvaud constitue évidemment le pivot institutionnel entre les deux approches.

La première, on l'a vu, se réclame à la fois d'une démarche à la Bourbaki et de procédures statistiques permettant de quantifier les résultats. Mais elle se heurte à des contradictions que l'on peut résumer comme suit :

– *dans la globalisation proposée, la théorie à globaliser (l'équilibre général walrasien) perd toutes ses plumes : plus d'optimalité, plus de théorie marginaliste de la répartition, etc. ;*

– *la théorie décrivant un temps pour les quantités et un temps pour les prix, il n'en reste plus pour la croissance à long terme. Devant cette contradiction, Malinvaud en est significativement conduit à restreindre le champ de la théorie du déséquilibre « au voisinage d'un équilibre walrasien » [24]. Il est contraint de supposer « que les évolutions à moyen terme ne s'effectuent pas trop loin du sentier de croissance walrasien qui prévaudrait si aucun retard ne se produisait dans l'ajustement des prix et des quantités » (ibid.). Et, proposition théorique de grande ampleur : « Savoir à partir de quand le déséquilibre sur un marché doit être considéré comme important relève dans une certaine mesure du jugement. » (Ibid.) Quant à savoir si cette construction règle la question de l'articulation entre court terme et moyen terme il relève également du jugement ;*

– *les régimes identifiés sont soit indiscernables soit outrageusement frustes ;*

– *la théorie n'a rien à dire sur le passage d'un régime à un autre.*

Malinvaud qui a beaucoup emprunté à ce courant semble s'en éloigner un peu plus à chacune de ses contributions. Le « réexamen » est la traduction d'un ouvrage paru d'abord en anglais en 1977. Dans la préface à l'édition française en 1980, Malinvaud prend déjà ses distances et se démarque à l'avance, et avec clairvoyance, des discours les plus vulgaires qui n'ont pas manqué de se nourrir de son ouvrage :

« De telles propositions alimentent très naturellement l'idée d'une typologie des situations vécues. Ne conviendrait-il pas en effet que les analyses conjoncturelles déterminent précisément dans quelle situation telle ou telle économie se trouve à chaque moment ? Le chômage y est-il keynésien ou classique ? Faut-il donc que la politique économique y soit keynésienne ou classique ?

« Une telle idée est trop simpliste. Elle suppose que la réalité se calque sur un modèle qui fait abstraction de la très grande diversité des biens et de la multiplicité des marchés du travail [...]. Les termes de chômage keynésien et de chômage classique ne seraient pleinement justifiés que pour l'une ou l'autre des deux situations extrêmes [...]. La meilleure façon de décrire ainsi l'apport ainsi fait à la théorie macro-économique ne consiste sans doute pas à insister sur l'idée que la nature du chômage involontaire varie d'une situation à l'autre. Elle consiste plutôt à montrer que doivent intervenir dans les raisonnements et les modèles des "indicateurs de tension" décrivant l'état des marchés. » [22]

Par rapport aux tenants d'une fuite en avant dans le formalisme le plus débridé, cette position défend une approche plus empirique et constate que beaucoup d'études concrètes ont été menées quant à l'intégration de ces variables de tension : mais leurs fondements microéconomiques sont évanescents et ne se trouvent pas dans la théorie du déséquilibre. Mais si son seul débouché consiste à saupoudrer du taux de chômage ou du taux d'utilisation des capacités, cela ne constitue pas une grande révolution :

« Il y a longtemps que les modèles économétriques utilisés dans la macroéconomie appliquée font intervenir de tels indicateurs et font apparaître que par exemple la valeur du multiplicateur keynésien en dépend. Mais les raisons de ce fait avaient été peu formalisées, ce que les nouveaux développements de la théorie rendent facile. » [22]

La théorie permet d'attribuer après coup un label de scientificité à des travaux menés indépendamment de ses services ! Bizarre statut de cette théorie qui justifie l'introduction d'indicateurs que l'on avait sans doute placés là un peu par hasard ! Mais la démarche de Malinvaud a au moins cet intérêt de ne pas se satisfaire de la fabrication de théorèmes à la Debreu, et de chercher à comprendre la situation économique. C'est de ce point de vue qu'il faut approfondir les limites de la théorie du déséquilibre.

Déséquilibre et cycles économiques

On trouve à différents endroits de l'école du déséquilibre, notamment Barro et Grossman [3] et Malinvaud [22], une ébauche d'approche cyclique des régimes, le passage d'une phase à l'autre étant généré par les interventions de l'Etat et/ou par l'investissement : dans les deux cas un effet d'accélération d'*overshooting* peut faire apparaître une mécanique cyclique.

Plus récemment, un certain nombre de contributions ont combiné la théorie du déséquilibre avec une analyse sectionnelle distinguant un marché des biens d'équipement et un marché des biens de consommation [10]. Mais cette distinction ne fonde pas une réelle analyse de la reproduction du capital : les deux secteurs sont juxtaposés, celui des biens d'investissement étant simplement caractérisé par « une plus grande flexibilité du processus de production ». Le modèle permet bien

de distinguer un nouveau régime dit de surcapitalisation et correspondant « à un niveau élevé du capital hérité par rapport à la main-d'œuvre nécessaire », mais là encore l'enchaînement d'une période sur l'autre – comment hérite-t-on de ce capital ? – n'est pas décrit par le modèle : « Etant donné le nombre important des variables d'état qui interviennent dans la formation des équilibres temporaires, il apparaît difficile de proposer une étude dynamique générale du modèle. » [16] Aveu d'impuissance, car que pourrait être l'intérêt d'un tel modèle sinon celui-là ? Dans le même recueil, P.Y. Hénin soumet l'analyse marxiste à une transposition dans les concepts du déséquilibre [14]. Voilà ce qui en ressort :

« Certains passages du livre III suggèrent une succession du type "suraccumulation absolue" (inflation contenue) engendrant une crise et en particulier une crise de réalisation avec chômage (chômage keynésien-kaleckien) tandis qu'une nouvelle vague technologique et l'élargissement des débouchés verraient l'élargissement de l'année industrielle de réserve (chômage classique). A l'encontre de cette dynamique possible, on peut opposer la possibilité de passage direct, par substitution, d'une tension sur l'emploi et les salaires au chômage classico-marxien, ou encore le passage direct au chômage keynéso-kaleckien si une phase de croissance classico-marxienne bute sur la contrainte de réalisation avant de saturer la contrainte de plein-emploi. » [14]

Il y a en effet une homologie entre la théorie du déséquilibre et l'analyse marxiste de la dynamique capitaliste, notamment dans la compréhension du cycle industriel. La reproduction du capital suppose en effet que soient respectées les conditions mises en lumière par Marx et qui renvoient à la nécessité d'une proportionnalité de la production entre les deux sections que l'on peut qualifier d'équilibre dynamique. Mais aucun mécanisme incorporé au capitalisme ne vient assurer la réalisation de ces conditions :

« L'apparition périodique de crises ne s'explique que par une interruption périodique de cette proportionnalité ou, en d'autres termes, par un développement inégal de ces deux secteurs. » [25]

Cette proposition marxienne peut donc tout à fait être intégrée à la problématique du déséquilibre. Mais Mandel ne se satisfait pas de constat et propose un schéma simple, où la dynamique du profit est générée par l'évolution différente des profits, des prix et des débouchés dans chacune des sections productives [25]. Il y a là une ébauche de formalisation où le cycle est généré de manière endogène : ce point suffit à la rendre supérieure à l'approche du déséquilibre qui ne saurait décrire que des passages d'un régime à un autre se réalisant de manière aléatoire ou sous l'effet de déterminations exogènes au modèle.

Et la crise ?

Au-delà des fluctuations cycliques, c'est bien l'existence d'un chômage massif et durable, lié à une dépression de longue durée qu'il s'agit d'expliquer. Or, de manière très symptomatique, le mot de crise n'est à peu près jamais utilisé dans la littérature sur le déséquilibre.

Pourtant, de la même façon que la grande crise des années trente a mis Keynes en vedette, la grande crise des années soixante-dix/quatre-vingt pousse l'école du déséquilibre sur le devant de la scène. Mais les contributions sont-elles de même ampleur ? L'école du déséquilibre permet-elle de mieux comprendre la crise ? Il est clair que non : toute théorie de la crise doit en effet rendre compte de sa double nature – comme manque de profits et manque de débouchés – qui renvoie à la double nature du capitalisme, qui est à la fois production marchande généralisée et production pour le profit de firmes opérant indépendamment les unes des autres. La difficulté réside essentiellement à comprendre que le capitalisme est l'unité contradictoire de ces deux éléments.

L'approche formaliste de la théorie du déséquilibre ne peut réellement surmonter cette difficulté parce qu'elle met en œuvre une logique formelle, binaire (chômage keynésien ou chômage classique) qui ne permet pas de penser cette unité dialectique : le chômage de crise est à la fois /keynésien et classique. Et l'issue au chômage et à la crise doit concilier l'inconciliable : rétablir la profitabilité sans pour autant couper les débouchés. Peut-être est-ce impossible ? Peut-être n'est-ce possible qu'au moyen de ruptures institutionnelles dont la nature est d'ordre extra-économique comme ce fut le cas lors de la précédente grande crise ? Quoi qu'il en soit, la théorie du déséquilibre ne donne pas la clé de l'énigme.

Elle fournit un habillage théorique, propose de nouvelles appellations aux mécanismes invoqués, juxtapose astucieusement les déterminations néo-classiques et keynésiennes, mais échoue à fournir une théorie de leur articulation. Cela suppose au moins une perspective dynamique qui à son tour implique que l'on sache décrypter l'évolution du profit. Or, la théorie du déséquilibre en est bien incapable et c'est là sa contradiction essentielle : chaque pas vers un peu plus de réalisme fait tomber un nouveau pan de la théorie néo-classique et c'est au moment où elle redécouvre le rôle central de la profitabilité que son incapacité à produire une théorie du profit devient la plus flagrante.

La crise a miné l'édifice de la théorie académique : derrière les façades rénovées par la théorie du déséquilibre, les charpentes sont vermoulues, les fondations instables ; c'est à une lente implosion qu'on assiste actuellement.

Bibliographie

- [1] Artus P., « Les exportations : approche par le déséquilibre », *document de travail, INSEE-ENSAE* n°8302, février 1983.
- [2] Artus P., Laroque G. et Michel G., « Estimation of a Quarterly Macroeconomic Model with Quantity Rationing », *note INSEE*, 1982.
- [3] Barro R.J. et Grossman H.I., « A General Disequilibrium Model of Income and Employment », *American Economic Review*, mars 1971.
- [4] Benassy J.-P., « Théorie du déséquilibre et fondements microéconomiques de la macroéconomie », *Revue économique*, septembre 1976.
- [5] Clower R.W., « The Keynesian Counter-Revolution : a Theoretical Appraisal » in *Monetary Theory*, Penguin Modern Economic Readings, 1969.
- [6] Debreu G., *Théorie de la valeur*, Ed. Dunod, Paris, 1966.
- [7] Delarue J., « Que peuvent apporter les modèles de prévision à la définition d'une "politique économique de gauche" ? », *Critiques de l'économie politique*, n° 21, oct.-déc. 1982.
- [8] Fair R.C. et Jaffee D.M., « Methods of Estimation for Markets in Disequilibrium », *Econometrica*, mai 1972.
- [9] Garegnani P., *Le Capital dans les théories de la répartition*, Presses universitaires de Grenoble - François Maspero, 1980.
- [10] Garegnani P., « Heterogeneous Capital, the Production Function and the Theory of Distribution », *Review of Economic Studies*, vol.37, 1970.
- [11] Goldfeld S.M. et Quandt R.E., « Estimation of a Disequilibrium Model and the Value of Information », *Journal of Econometrics*, vol. 31, 1975.
- [12] Grandmont J.-M., « Théorie de l'équilibre temporaire général », *Revue économique*, septembre 1976.
- [13] Harcourt G.C., éditeur, *The Microeconomic Foundations of Macroeconomies*, Mac Millan Press Ltd, 1977.
- [14] Hénin P.Y., « Equilibres temporaires marxiens et formes de suraccumulation », in [15], 1982.
- [15] Hénin P.Y. et Michel P. (sous la direction de), *Croissance et accumulation en déséquilibre*, Economica, 1982.
- [16] Hénin P.Y. et Michel P., « Equilibres avec rationnement dans une économie à deux secteurs. Prix fixes-prix flexibles », in [15].
- [17] Kaldor N., « The Irrelevance of Equilibrium Economies », *The Economic Journal*, décembre 1972.
- [17 bis] Kahn R., « Malinvaud ou Keynes », *Cambridge Journal of Economics*, décembre 1977.
- [18] Keynes J.M., *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Petite Bibliothèque Payot.
- [19] Laffont J.-J. et Monfort A., « Économétrie des modèles d'équilibre avec rationnement », *Annales de l'INSEE* n°24, oct.-déc.1976.
- [20] Maddala O.S. et Nelson F.D., « Maximum likelihood Methods for Models of Markets in Disequilibrium », *Econometrica*, novembre 1974.
- [21] Malinvaud E., *Leçons de microéconomie*, Ed. Dunod, 1971.
- [22] Malinvaud E., *Réexamen de la théorie du chômage*, Calmann-Lévy, 1981.
- [23] Malinvaud E., « Salaires et chômage », in [15], 1982.
- [24] Malinvaud E., *Essais sur la théorie du chômage*, Calmann-Lévy, 1983.
- [25] Mandel E., *Traité d'économie marxiste*. Ed. 10/18, tome III, 1962.
- [26] Mandel E., *La Crise 1974-1982*, Flammarion, « Champs », 1982.
- [27] Marx K., *Théories sur la plus-value*, tome 2, Ed. sociales, 1975.
- [28] Morishima M., *L'économie walrasienne - Une théorie pure du capital et de la monnaie*, Economica, 1979.
- [29] Mill J., *Elements of Political Economy*, cité par Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Ed. sociales, 1957, p.66.
- [30] Patinkin D., *Money, Interest and Prices*, Harper and Row, 1965.
- [31] Samuelson P.A., « Parable and Realism in Capital Theory : The Surrogate Production Function », *Review of Economic Studies*, vol. 39, 1962.
- [32] Walras L., *Éléments d'économie politique pure*, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1952.